

Discussion sur le texte de Robert Choquette

Le catholicisme comme ethnoreligion pour des minorités

Raymond Lemieux :

Le catholicisme le plus institutionnel est capable de fournir des symboles à des nationalismes minorisés, que ce soit en Irlande ou en Pologne – je dis bien un catholicisme institutionnel et non un catholicisme diffus – un catholicisme avec robe rouge à son enseigne. Par ailleurs, quand ces nationalités ou ces nationalismes minorisés trouvent des voies politiques pour s'exprimer, on voit ce catholicisme immédiatement tomber quasi en désuétude. Au moment où le catholicisme polonais était le flambeau de la nationalité, la Pologne avait le taux d'avortement le plus élevé d'Europe. On ne peut pas dire qu'il n'y avait pas de transgression.

L'Ontario francophone : une sécularisation précoce synonyme d'assimilation ?

Raymond Lemieux :

L'idée d'une identité ethnoreligieuse d'une certaine diaspora est une hypothèse. Une identité culturelle de ses propres minorisés, pas minoritaires mais minorisés, pourrait être dynamique en dehors d'un contexte ethnoreligieux. Selon Robert Choquette, il semble que non, car la sécularisation serait assumée bien différemment chez les

Franco-Ontariens. Au Québec, la sécularisation est synonyme d'émancipation, quel qu'en soit le caractère subjectif. Les gens construisent d'ailleurs tout un mythe de ce qui était autrefois la noirceur, l'obscurantisme, l'obscurité, tandis qu'en Ontario, et à des degrés divers dans les implantations francophones minorisées du reste du Canada, la sécularisation serait l'assimilation.



Pierre Savard :

Actuellement, le quart des enfants dans l'Ontario français est scolarisé dans un système francophone public. On est en train de créer une nouvelle culture linguistique hors du catholicisme traditionnel. C'est un phénomène que le Québec ne connaît pas. Au Québec, on est encore emprisonné dans un carcan créé au milieu du XIX^e siècle, donc avant la Confédération, qui reconnaît des écoles protestantes et des écoles catholiques. Tout le débat au Québec, tout cet effort pour sortir de ce carcan depuis des années, l'Ontario les a faits il y a vingt ans. Le gouvernement de l'Ontario a dit aux Franco-Ontariens : on vous donne des écoles francophones au secondaire à condition qu'elles soient publiques. Et les catholiques – évêques en tête – ont dit oui.

Depuis que le gouvernement de l'Ontario a donné des écoles françaises en disant : « Choisissez, voulez-vous des écoles françaises publiques ou confessionnelles ? », 75 % des parents ont demandé que les écoles soient catholiques. Ces parents veulent, au moins, un catholicisme culturel. En d'autres mots, la communauté franco-ontarienne ne veut pas la sécularisation de l'école. À Niagara Falls, par exemple, si les parents choisissent une école confessionnelle, il n'y aura pas d'école publique francophone, ce sera une école catholique francophone et ça vaut pour tout l'Ontario.



Yves Roby :

Dans le texte de Robert Choquette et dans vos propos, je retiens trois propositions : la sécularisation s'est produite très tôt dans l'Ontario anglophone, vous ajoutez « les Franco-Ontariens résistaient [...] aux forces sécularisantes qui traversaient la société ontarienne ; ils se sont blottis dans un fortin », et vous dites ensuite « le ghetto n'est plus » et, à partir de ce moment-là, « la sécularisation s'est imposée très rapidement et subitement en Ontario français ». Si vous avez raison, ce serait une expérience assez unique. Je prendrai comme point de comparaison la Nouvelle-Angleterre non seulement avec les Franco-Américains, mais aussi avec les Polonais américains, les Italo-Américains, etc. Le processus n'évolue pas tellement de cette façon même si certains textes des élites nous permettraient de le croire. J'ai lu beaucoup de textes de curés franco-américains ou canadiens qui affirmaient que la paroisse était une forteresse inexpugnable aux murs infranchissables. C'est le discours, mais la réalité me semble tout autre. Dès la fin du XIX^e siècle, ces gens, qui vivent dans cette enclave ethnique dont on espère que les murs soient infranchissables, se heurtent aux forces de la modernité tous les jours, que ce soit au travail, dans les loisirs, dans leurs activités culturelles. Et dans la prédication des prêtres, parfois même conservateurs, ils sont initiés à certaines réalités de l'Amérique moderne, des États-Unis modernes. J'ai l'impression que la progression s'est faite très naturellement depuis la fin du XIX^e siècle, jusqu'à la fin de 1960. Au moment où les enclaves ethniques disparaissent aux États-Unis (certainement avant 1960), les Franco-Américains, comme groupe ethnique, côtoient la modernité depuis déjà bien longtemps. L'expérience franco-ontarienne serait-elle unique ?



Robert Choquette :

Pour l'Ontario, des évêques catholiques disent, en 1960, qu'ils peuvent compter sur les doigts d'une main le nombre de leurs diocésains mariés hors de l'Église. La même chose se produit pour les communions pascales, dans les diocèses plutôt ruraux comme

Cornwall. Les archevêques d'Ottawa, Mgr Lemieux et les autres, qui comptent le nombre des étudiants catholiques inscrits dans les écoles publiques jusqu'en 1960 sont très inquiets parce que le taux frise 1 %, il atteint en fait 0,9 % ! Donc la grande masse de ces élèves de parents catholiques fréquentent l'école catholique en dépit du fait que ça leur coûte presque deux fois plus cher. De tels indices me disent que les gens sont restés malgré tout très attachés et très liés aux exigences de leur Église. Mais je reconnais que, dans leur travail au magasin, à l'usine ou ailleurs, il n'y avait pas de contrôle ecclésiastique. J'ai été étonné néanmoins de ces chiffres. Je pensais que le nombre de mariages mixtes serait beaucoup plus élevé. Or, jusque dans les années 1960, ils sont presque inexistants.

Nécessité de prendre en compte le rôle du protestantisme dans la transformation d'un catholicisme minoritaire

Roland Campiche :

Au Canada, il existe certainement une interface entre le protestantisme et le catholicisme, même s'il ne s'agit pas d'une situation biconfessionnelle comme en Hollande, en Allemagne ou en Suisse. On pourrait au moins travailler avec l'analogie des diasporas protestantes ou catholiques en Europe. On constate, par exemple en Suisse, que la diaspora catholique, dès le XIX^e siècle, était un bastion du catholicisme libéral. Certains traits du catholicisme ontarien semblent indiquer une sécularisation plus précoce qu'au Québec qui n'a rien de surprenant. Les diasporas catholiques en terre protestante ont déjà manifesté ailleurs ce qu'on a pu appeler parfois la protestantisation du catholicisme.



Robert Choquette :

L'Ontario anglais protestant était tout aussi uni par le regroupement culturel que l'étaient les francophones catholiques. On sait qu'il y a plusieurs dénominations dans la tradition protestante et les

Églises ont fait un genre de front commun. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, les protestants s'entendent autour d'un ordre du jour linguistique et culturel qui durera à peu près jusque vers 1960. L'Ontario a changé complètement dans ces années 1960. Auparavant, il fallait appartenir à l'Ordre Loyal d'Orange pour être maire de Toronto. Des pasteurs protestants étaient ministres dans le cabinet ontarien. Personne ne s'en scandalisait. L'un d'entre eux était chancelier de l'Église d'Angleterre. J'essaie d'imaginer un monseigneur avec son ceinturon rouge au cabinet québécois. Il aurait fait les manchettes. Le pôle d'identité des protestants ontariens est surtout culturel pendant ces années-là. Eux aussi vont se libérer après 1960. Ce n'est pas pour rien que l'ouverture entre catholiques et protestants, entre francophones et anglophones en Ontario, et la collaboration entre évêques francophones et anglophones se sont faites après les années 1960. En 1981, à l'Assemblée des évêques de l'Ontario, on adopte une résolution, de façon unanime je pense, à l'égard du gouvernement provincial lui demandant de définir le français et l'anglais comme langues officielles de l'Ontario. L'Église unie a fait des démarches semblables à peu près à la même époque. Aujourd'hui, les évêques francophones et anglophones de l'Ontario collaborent. Ils se parlent, ils sont amis, ils se consultent tandis qu'auparavant ils étaient en guerre.

*Le catholicisme irlandais brouille-t-il
les cartes identitaires en Ontario ?*

Fernand Dumont :

Vous dissociez l'ethnique et le religieux, le catholicisme n'ayant pas été un élément spécifique, unique, exclusif, en raison de la présence des Irlandais. Or, il y avait également des Irlandais catholiques au Québec, ce qui n'a pas empêché les francophones de considérer le catholicisme comme un élément fondamental de leur identité. Ces éléments ne sont jamais exclusifs à celui qui veut être authentique. Ils peuvent être empruntés un peu partout, partagés par d'autres communautés. Mais leur intégration et l'histoire d'une identification à ces éléments-là contribuent à forger l'identité.

*Séparation de la culture française
et de la langue française en Ontario*

Roger Bernard :

Lorsqu'on fait le dénombrement sur une base linguistique, lorsqu'on compte les têtes, on se trouve avec un grand nombre de francophones. Mais la menace ou les difficultés en Ontario ne se situent pas actuellement sur le plan du maintien de la langue française. Il y a eu, en réalité, séparation de la culture et de la langue française. On assiste à la secondarisation de la langue française. La menace est plus culturelle que linguistique.

Il est délicat aujourd'hui de faire le lien entre la sphère religieuse catholique et la sphère ethnoculturelle, en évoquant le passé. En Ontario français, la sphère religieuse n'est plus porteuse du projet ethnoculturel. La sécularisation est faite maintenant. Même si 45 % des gens pratiquent, cette pratique religieuse n'est pas un indicateur de la vitalité ethnolinguistique. Les personnes font la distinction et il existe des paroisses de langue française où la messe se déroule en anglais. À partir des années 1960, la montée de l'anglicisation est due, bien plus qu'à la sécularisation, à des facteurs essentiellement démographiques : migration, minorisation, exogamie.